
	Rapport d' INSPECTION P.J. : Fiche de constats complétée Tableau d'actualisation du classement Projet d'arrêté préfectoral complémentaire. Réf. .: AP d'autorisation n° 03-075N du 30 mai 2003					
	<table border="1" style="width: 100%;"> <tr> <th style="width: 50%;">Société</th> <th style="width: 50%;">Activité</th> </tr> <tr> <td>GREIF FRANCE SAS CD 240 30290 LAUDUN L'ARDOISE</td> <td>Fabrication de fûts métalliques</td> </tr> </table>	Société	Activité	GREIF FRANCE SAS CD 240 30290 LAUDUN L'ARDOISE	Fabrication de fûts métalliques	Régime (A) <input type="checkbox"/> prioritaire <input checked="" type="checkbox"/> à enjeux <input type="checkbox"/> autre
Société	Activité					
GREIF FRANCE SAS CD 240 30290 LAUDUN L'ARDOISE	Fabrication de fûts métalliques					
	Type de visite <input checked="" type="checkbox"/> Approfondie <input type="checkbox"/> Courante <input type="checkbox"/> Rapide	Date de la visite 14 juin 2011				
	Circonstances <input checked="" type="checkbox"/> Programmée (Plan pluriannuel de Contrôle) <input type="checkbox"/> Inopinée <input type="checkbox"/> Circonstancielle - Préciser :	Date de rédaction du rapport 4 août 2011				

I - Objet du présent rapport

Le 14 juin 2011, l'inspection des installations classées a réalisé une inspection de la société GREIF FRANCE à Laudun L'Ardoise afin d'évaluer le niveau de conformité de ses installations par rapport à la réglementation des installations classées.

L'objectif de cette inspection était de vérifier le respect des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 mai 2003.

L'objet de cette inspection était de vérifier le respect des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 mai 2003.

II – Historique et présentation du site

La fabrication de fûts métalliques a débuté sur le site en 1933.

L'arrêté préfectoral du 30 mai 2003 a autorisé l'exploitation au bénéfice de la SA BLAGDEN PACKAGING FRANCE.

La fabrication des fûts comprend principalement des opérations de découpe, formage, soudage des tôles et de peinture.

En 2004 est installé un four d'incinération des effluents gazeux permettant une réduction très importante des émissions de COV à l'atmosphère.

Le changement d'exploitant est acté par le récépissé du 29 mai 2008 au bénéfice de la SAS GREIF FRANCE.

III – Inspection du 14 juin 2011

L'objectif de l'inspection était la vérification du respect des prescriptions :

- de l'arrêté de mise en demeure du 15 septembre 2008 portant sur l'article 2.1.3. de l'arrêté du 30 mai 2003 ;
- des articles 1, 3, 5 et 7 de l'arrêté du 30 mai 2003 ;
- de l'arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées.

3.1. Représentants de l'exploitant

L'exploitant était représenté par M. N..., directeur industriel, M. N..., directeur de production, et Mme N..., responsable QSE.

3.2. Déroulement de l'inspection

L'inspection s'est déroulée dans l'ordre suivant :

- examen en salle de la documentation liée à l'exploitation et au suivi d'exploitation des installations,
- inspection sur le site de l'usine,
- première synthèse des observations émises.

Toutes Les parties de l'installation ont été accessibles sans réserve.

3.3. Méthode d'inspection

La méthode d'inspection a consisté à :

- examiner par sondage la documentation du site pour s'assurer de l' existence et de la pertinence des volets entrant dans le champ de l'inspection,
- vérifier par sondage dans les parties d'établissement inspectées la conformité aux exigences réglementaires applicables à l'installation.

3.4. Documentation présentée

Les documents suivants ont été présentés par l'exploitant et examinés :

- Fiche de contrôle de maintenance annuelle de disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable-Dalkia-28/10/2010
- Dossier de déclaration au titre de la loi sur l'eau de l'extension du parking -EURL CHIVAS – 16/06/2008
- Registre déchets dangereux – 2008 à 2011
- Registre des fiches de données de sécurité
- Etat des stocks peintures – vernis
- Plan de l'établissement avec consignes de sécurité
- Permis de feu – 07/06/2011
- Rapport de vérification d'une installation électrique – APAVE - du 24/11 au 02/12/2010
- Analyse du risque foudre – APAVE – 27/05/2011
- Consigne de sécurité incendie
- Fiche d'alerte déversement accidentel
- Liste des équipiers de première intervention (9 personnes)
- Compte-rendu de vérification périodique des extincteurs – 11/01/2011.

IV – Constats effectués – Réponses obtenues

Lors de cette inspection des constats ont été effectués.

4.1. Relevé des constats

Par courrier du 15 juin 2011, l'inspecteur des installations classées a fourni à la société GREIF FRANCE un relevé des constats.

4.2. Réponses de l'exploitant

La société GREIF FRANCE a transmis par courrier du 12 juillet 2011 ses commentaires accompagnés d'un échéancier relatif aux actions correctives à mettre en place par ses soins.

Le relevé des constats, les réponses de l'exploitant et les commentaires de l'inspection sont repris dans un tableau en annexe.

Un second tableau fait le point du classement actualisé de l'établissement, compte tenu des modifications intervenues dans les installations et dans la nomenclature depuis 2003.

V – Conclusions – Propositions

Lors de l'inspection du 14 juin 2011, l'inspection des installations classées a constaté que la société GREIF FRANCE ne respectait pas certaines prescriptions applicables à son usine de Laudun L'Ardoise.

La société GREIF FRANCE a fourni un échéancier relatif aux actions correctives à mettre en place par ses soins. Ces actions correctives sont globalement satisfaisantes mais appellent de la part de l'inspection les commentaires mentionnés dans le tableau.

Copie du présent rapport est adressée à la Société GREIF FRANCE, conformément à l'article L 514-5 du code de l'environnement, afin de l'informer des suites réservées à l'inspection.

Les modifications intervenues depuis 2003 nécessitent une mise à jour de l'arrêté d'autorisation du 30 mai 2003.

Nous proposons que le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint en annexe au présent rapport soit soumis à l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.